

Entre Facebook et ses utilisateurs, un amour déçu

Pour Sherry Turkle, anthropologue et psychologue, l'affaire de siphonnage de données par la firme Cambridge Analytica révèle à quel point nous nous sommes menti à propos de Facebook, aveuglés par une passion pour ce réseau social

Par SHERRY TURKLE

J'étudie l'attitude des Américains envers les réseaux sociaux depuis leur apparition. Dès le début, un fort lien s'est noué entre les réseaux sociaux et les Américains qui avaient soif de relations sans engagement. Grâce à ces technologies, nous sommes toujours ensemble, mais seuls, protégés par la distance qui nous sépare des autres. Avec le temps, ce lien a donné lieu à une véritable histoire d'amour : quand ce que les réseaux sociaux réclamaient était contraire aux valeurs défendues de longue date par le peuple américain – le droit à la vie privée et au contrôle des informations nous concernant –, nous avons fermé les yeux.

À ses débuts, Facebook projetait une image remarquablement américaine. Avec « Je partage donc je suis » pour doctrine, Facebook collait parfaitement au désir qu'ont les Américains de se présenter aux autres tels qu'ils voudraient paraître, et qui s'efforcent ensuite du mieux qu'ils peuvent de devenir ces personnes-là. Nous prêchons l'authenticité, mais nous contrôlons étroitement notre image.

À travers cette culture de la performance permanente est apparu un fantasme de maîtrise parfaite. Les utilisateurs de Facebook, quoiqu'on ait pu leur dire, imaginaient pouvoir contrôler qui consultait leur profil, et qui avait accès à leur monde. Fiction collective en quelque sorte, car on commençait à savoir que cela n'était pas vrai. La façon dont fonctionnait Facebook, le modèle économique qui avait rendu les réseaux sociaux lucratifs n'étaient plus que des secrets de Polichinelle. Si c'est gratuit pour vous, c'est simplement parce qu'on vous a acheté, virtuellement, corps et âme. Facebook n'a été gratuit que parce qu'il vendait ce que ses usagers disaient d'eux-mêmes. Peu importe la manière dont étaient configurés vos paramètres de confidentialité, les données personnelles restaient pour Facebook des choses à vendre.

Dans mes recherches, j'ai pu observer comment les Américains, comprenant petit à petit le mécanisme, cherchaient en même temps

des moyens de ne pas le voir ou de ne pas se sentir concernés. « Qui pourrait bien s'intéresser à moi et à ma petite vie ? », me disait un jour un adolescent qui grandissait dans ce nouveau régime de surveillance. Une lycéenne m'avoua qu'elle était heureuse de ne pas avoir d'opinions politiques tranchées parce qu'elle savait bien que Facebook et Google sauvegardaient chacune de ses recherches et chacun de ses messages, et qu'elle ne voulait pas que son avenir soit compromis à cause d'un profil client. Cela pourrait ruiner ses chances d'intégrer la faculté de droit ou une école supérieure, ou encore de trouver un bon emploi. Les réseaux sociaux l'ont empêchée de s'engager politiquement, comme le panoptique décrit par Michel Foucault décourageait ses résidents d'exercer leur libre arbitre.

Dans l'architecture circulaire du panoptique, où chacun se sent observé par celui qui serait au centre du dispositif, il est inutile que quelqu'un soit réellement placé au centre pour surveiller. Il suffit juste que les autres pensent que ce peut être le cas. L'architecture s'occupe à elle seule de la répression. Aujourd'hui, si des applications peuvent publier ce que vous regardez, ce que vous lisez ou communiquez, alors la technologie elle-même empêche la liberté de pensée. On peut feindre de l'ignorer en se répétant que ce n'est pas le but de la technologie, mais Foucault nous a montré qu'une société qui impose l'autosurveillance n'est pas moins autoritaire que celle qui poste des officiers de police à tous les coins de rue.

Malgré tout, la plupart des Américains ont continué de vouloir croire que les réseaux sociaux servaient la bonne cause, qu'ils servaient ce récit voulant que la technologie renforce la démocratie. C'est l'histoire que nous ont racontée les Pères fondateurs des technologies et c'est l'histoire que les Américains aiment à se répéter.

Voilà le cadre dans lequel s'inscrivent les récentes révélations sur la campagne électorale de Donald Trump. La société britannique Cambridge Analytica a réussi à accéder à

87 millions de profils sans autorisation afin de soutenir la candidature de Donald Trump. On a également appris que John Bolton, le tout nouveau conseiller à la sécurité nationale du président, avait eu recours aux services de Cambridge Analytica en 2014 et savait qu'il achetait ainsi des profils Facebook. Quelle leçon peut-on tirer de tout cela ?

Nous savons à présent que les applications intégrées à Facebook n'ont jamais eu à rendre de comptes lorsqu'elles utilisaient nos données au-delà de ce qui était autorisé. On les avisait simplement de la transgression en leur demandant de faire mieux à l'avenir. Lorsque des lanceurs d'alerte fournissaient la preuve d'une violation des politiques de confidentialité, on les invitait à regarder ailleurs, quand on ne leur demandait pas simplement de quitter l'entreprise.

POUR UNE ACTION POLITIQUE

Prétendre le contraire aurait été admettre que le pacte avec ses usagers avait été rompu. Parce que Facebook est une entreprise qui vit des confessions de ses utilisateurs, il doit nous faire croire à son mythe, qui prétend que les utilisateurs de Facebook peuvent décider qui aura accès à leurs secrets. Ce discours ne prend plus désormais et tant mieux. Cette entreprise n'a jamais vraiment essayé de protéger le droit à la vie privée et de donner à ses utilisateurs un réel pouvoir de contrôle de leurs données. Au contraire, elle a décrit son propre intérêt comme un progrès inévitable (la confidentialité est impossible, une valeur d'antan).

« De toute façon, vous avez zéro vie privée », déclarait en 1999 le PDG de Sun Microsystems, Scott McNealy. *Tournez la page!* En 2009, le PDG de Google, Eric Schmidt, déclarait, lors d'une interview à la BBC : « S'il y a quelque chose que vous ne souhaitez pas que les gens sachent, peut-être devriez-vous déjà commencer par ne pas le faire. » Et, toujours en 2009, Mark Zuckerberg nous expliquait qu'en se débarrassant de certains paramètres de confidentialité, Facebook ne faisait rien de bien grave. La confidentialité appartenait déjà à l'histoire : une norme sociale, jadis nécessaire, mais plus tellement aujourd'hui, et qui devait tout simplement « évoluer avec son temps ».

Zuckerberg a fait ces déclarations au moment même où Facebook changeait ses paramètres de confidentialité, rendant possibles des situations comme celle où nous plonge Cambridge Analytica. Depuis lors, on ne peut plus empêcher l'entreprise de vendre nos données à des applications.

Simplement parce que l'on a grandi avec Internet, comme c'est le cas de la jeune génération, il faudrait croire qu'Internet a grandi aussi ? Ce n'est pas le cas. Il en est encore à ses

IL EST IMPORTANT QU'ON INCULQUE À INTERNET LES NORMES POLITIQUES ET ÉTHIQUES DU MONDE DANS LEQUEL NOUS VOULONS VIVRE

balbutiements. Il est grand temps pour nous de considérer que c'est à nous de le façonner, afin qu'il réponde aux finalités que nous lui aurons fixées. Il est important qu'on le régle. Il est important qu'on lui inculque les normes politiques et éthiques du monde dans lequel nous voulons vivre et qui n'accompagnent pas nécessairement les progrès que la technologie rend possibles.

Ce qu'il faut retenir, c'est que nous sommes des consommateurs-citoyens et qu'à ce titre il nous revient d'agir pour que les réseaux sociaux puissent servir à des fins démocratiques. Ces fins doivent déjà correspondre aux valeurs qui animent la vie démocratique : la transparence, la propriété des données par le consommateur et une politique de confidentialité parfaitement transparente.

Les Américains sont tombés fous amoureux des réseaux sociaux et, comme tous les jeunes amants, ils ont voulu vivre leur passion, sans trop discuter. Mais le temps est venu de prendre la parole. Et le temps est venu d'adopter une attitude plus constructive et plus volontariste à l'égard des grandes avancées technologiques de notre temps. Seule une action politique pourra faire en sorte qu'elles permettent la libre expression et renforcent notre empathie. ■

(Traduit de l'anglais par Pauline Colonna d'Istria)

J

Sherry Turkle occupe la chaire Abby Rockefeller Mauzé d'études sociales des sciences et de la technologie au Massachusetts Institute of Technology. Elle est l'auteure de « Reclaiming Conversation : The Power of Talk in a Digital Age » (Penguin, 2015) et « Seuls ensemble : de plus en plus de technologies, de moins en moins de relations humaines » (L'Echappée, 2015)

LA PLUPART DES AMÉRICAINS ONT CONTINUÉ DE VOULOIR CROIRE QUE LES RÉSEAUX SOCIAUX SERVAIENT LA BONNE CAUSE

Leyla Yunus « Non au dictateur Aliiev en Azerbaïdjan »

Leyla Yunus, militante des droits de l'homme aujourd'hui exilée aux Pays-Bas, dénonce la mascarade du scrutin présidentiel du 11 avril dans son pays tenu par le clan Aliiev depuis 1993

Par LEYLA YUNUS

[En détention depuis 2014, Leyla et Arif Yunus, militants des droits de l'homme, ont été condamnés par la justice azerbaïdjanaise, en août 2015, à des peines de huit et sept ans de prison pour « fraude, évasion fiscale et commerce illégal ». Sous la pression internationale, Bakou les a libérés en décembre 2015, officiellement pour raison de santé.]

Le 5 février, le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliiev, a annoncé la tenue d'une élection présidentielle anticipée le 11 avril. Elle était initialement prévue pour le 17 octobre.

Les raisons invoquées pour l'avancée de ce scrutin ne souffrent aucune critique. Le porte-parole de la présidence a expliqué qu'à l'automne on fêtera le centenaire de la première République d'Azerbaïdjan et qu'il était donc plus pratique d'organiser les élections au printemps. Une explication raillée sur les réseaux sociaux. Ilham Aliiev a instauré le culte de son père, Heydar, et ne cherche plus à cacher son aversion pour tout ce qui n'est pas en lien avec son nom.

L'ancien général du KGB et premier secrétaire du PC de la République socialiste d'Azerbaïdjan Heydar Aliiev a instauré dans le pays un pouvoir fort par-

tagé entre deux clans, l'un originaire du Nakhitchevan, l'autre d'Arménie. Les représentants de ces deux clans ont occupé les postes clés dans le pays dès 1969, année où Heydar Aliiev a pris la tête du pays. À son retour au pouvoir en 1993, Heydar Aliiev s'est entouré des membres de ces deux clans. Il pensait que son fils Ilham, qui a pris sa suite en 2003, pourrait à son tour s'appuyer sur cette équipe. Or, étant par nature un enfant capricieux, Ilham Aliiev n'a pas su prendre la tête de l'équipe de son père et en est devenu plutôt l'un des éléments. Son épouse, Mehriban Alieva, nommée vice-présidente le 21 février 2017, représente l'opposition à l'ancienne équipe. Madame Alieva, s'étant emparée d'une importante partie des richesses du pays, a formé ce que l'on appelle le « clan Pachaïev » (son nom de jeune fille) et entrepris de transformer l'équipe présidentielle. Mais les anciens ne veulent pas quitter leurs postes dans l'appareil d'Etat. Ce qui a mis le pays dans une situation paradoxale avec deux administrations parallèles. L'élection de 2018 promettait d'être décisive dans le duel entre les deux camps. Le clan du Nakhitchevan a entrepris de mobiliser sa population, et pour ne pas lui laisser le temps de consolider ses positions, le président a annoncé la tenue de l'élection anticipée.

Depuis 1993, l'Azerbaïdjan n'a, de fait, plus connu d'élections libres et démocratiques. Les « élections » mises en scène par les autorités n'intéressent plus les citoyens. Après avoir dépensé près de 3 milliards d'euros pour acheter politiciens et députés européens [l'enquête « Laundromat » menée par Le Monde et dix autres publications européennes, dont l'Organized Crime and Corruption Reporting Project, ont révélé l'ampleur de la « diplomatie du caviar » menée par l'Azerbaïdjan en Europe et les méthodes de corruption du régime, voir Le Monde, du 6 septembre 2017], Ilham Aliiev a décimé toutes les institutions indépendantes, portant un coup aux partis d'opposition. Aujourd'hui, l'Azerbaïdjan compte 161 prisonniers politiques, parmi lesquels 14 journalistes et blogueurs dont la majorité ont été arrêtés pour avoir critiqué la politique d'Ilham Aliiev sur les réseaux sociaux. Des détenus politiques décèdent souvent à la suite de tortures.

Ces derniers jours, le dictateur sanguinaire a dépassé les bornes de la morale. N'ayant pas réussi à étouffer la pensée libre dans son pays par les arrestations,

les tortures, les assassinats, il s'en est pris aux femmes. Oui, arrêtée en 2014, j'ai été la première femme prisonnière politique du pays. Mais ce 31 mars, Fatima Movlandi, âgée de 17 ans, n'a pas été arrêtée mais kidnappée ! Elle collait des affiches de l'opposition en vue de la manifestation prévue le 31 mars lorsqu'elle a été interpellée par la police qui lui a demandé de ne pas se rendre au rassemblement. La jeune Fatima s'y est tout de même rendue le 31 mars, date de sa disparition. Nous sommes le 5 avril et sa famille est toujours sans nouvelles d'elle. Chaque jour, je ne cesse de penser à ce qu'ils sont en train de faire à cette jeune fille. Ces terribles crimes d'un dictateur sanguinaire restent ignorés des observateurs de l'OSCE.

LES CALCULS PAYANTS DU DICTATEUR

Les calculs de l'opposition ont refusé de participer au scrutin du 11 avril et ont appelé à son boycott. En réponse, l'équipe d'Ilham Aliiev s'est inspirée de l'exemple de Poutine et a convoqué en guise de concurrents des personnalités jadis dans l'opposition mais qui travaillent désormais sous le contrôle du pouvoir.

Ce spectacle électoral s'adresse aux Européens. Et les calculs du dictateur sont payants, comme toujours. Une mission de l'OSCE a visité le pays et publié le 29 mars un rapport creux sur la situation en Azerbaïdjan à la veille du scrutin. Répressions violentes, arrestations et détentions administratives d'opposants sont autant d'éléments qui n'ont trouvé qu'une place marginale dans ce rapport.

DEPUIS 1993, L'AZERBAÏDJAN N'A, DE FAIT, PLUS CONNU D'ÉLECTIONS LIBRES ET DÉMOCRATIQUES

Ce sont les réfugiés politiques vivant en Occident qui viennent en aide aux opposants. Ils ont mené des actions saluées en Azerbaïdjan sous le slogan « Non à la dictature d'Ilham Aliiev ! ». En réponse, des proches de réfugiés politiques ont été arrêtés, les sépultures de leurs parents ont été profanées, et des appels à la violence contre les dissidents se trouvant en Europe ont été lancés.

Le régime a pris le contrôle des chaînes de télévision, des stations de radio et de la presse écrite. Le dictateur a donné l'ordre d'interdire les réseaux sociaux. Aussitôt, le parquet général a mis en place une surveillance des contenus publiés sur YouTube et Facebook afin de poursuivre en justice ceux qui critiquent le régime. Notons que le procureur général Zakir Qaralov a fait cette annonce alors qu'il recevait Corien Jonker, présidente de la commission d'observation du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE.

Les observateurs de l'OSCE seront bientôt rejoints par un groupe de députés de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Et le rapport de mission des observateurs internationaux sur l'« élection » de 2018 ne fera que répéter les précédents rapports d'observation des représentations de 2003, 2008 et 2013 du même spectacle... ■

(Traduit du russe par Polina Petrouchina)

J

Leyla Yunus est directrice de l'Institut pour la paix et la démocratie, elle est aussi chevalier de la Légion d'honneur